

L'expérience de Podemos dans l'Etat espagnol, son originalité, ses défis

dimanche 31 mai 2015, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mai 2015).

Exposé présenté par François Sabado à une réunion de la Société Louise Michel à Paris le 28 mai 2015.

Sommaire

- [1\) Saisir Podemos dans son](#)
- [2\) La dynamique positive \(...\)](#)
- [3. La nécessité d'une nouvelle](#)
- [4. Programme minimum ou \(...\)](#)
- [5. Sur la notion de peuple](#)
- [6. Et la question nationale](#)
- [7. Quelle politique d'alliance](#)
- [8. Quelle structuration \(...\)](#)

Vous avez présenté « Podemos » comme la surprise qui vient d'Espagne. Et, en effet , Podemos est une excellente surprise pour les classes populaires et un cauchemar pour les classes dominantes de l'Etat espagnol. Mais, c'est surtout, un mouvement inédit.

Inédit par la rapidité du développement d'un mouvement politico-électoral : entre 15 et 20 % de votes, confirmés par une nette poussée lors des dernières élections municipales et régionales. 200.000 adhésions cliquées ; entre 60.000 et 120.000 votants lors de consultations organisées ; 20 à 30.000 militants dans les cercles, auxquels peut se joindre une partie des milliers de personnes qui ont participé pour la première fois aux campagnes municipales et régionales ; une manifestation nationale, Madrid, de plus de 120.000 personnes. Bref une spirale ascendante, massive et rapide. Rapide, car, cette situation est des plus récente : cela a commencé juste a avant les élections européennes de 2014.

C'est aussi, inédit par la convergence de forces : Podemos ne résulte pas de réorganisations internes au mouvement ouvrier ou à la gauche, ni de convergences de forces organisées substantielles.. C'est la rencontre de personnalités : équipe de communication politique de Pablo Iglesias à l'université de Complutence de Madrid, de personnalités issues de l'eurocommunisme, du négrisme, du chavisme - animateurs du CIM - Centre International Miranda- centre de formation du chavisme , de sa gauche et une participation de IA.

Sur ce point, on associe souvent Syriza et Podemos. Il y a un point commun, aux deux forces, et spécifique, à ces deux pays, en Europe : ces formations politiques ont réussi à construire, l'expression politique, d'une mobilisation de la société contre l'austérité et les régimes en place. Mais il y a cette différence : Syriza est la résultante d'une longue histoire, d'une réorganisation des

forces du mouvement ouvrier, de la jeunesse, de l'altermondialisme, liant des courants d'origines diverses, d'abord des courants issus du parti communiste et de ce qu'on a appelé l'eurocommunisme, des courants trotskystes, et divers secteurs de la gauche critique.

Podemos, lui, à la différence de Syriza est un mouvement extérieur à la gauche traditionnelle, qui, tout en ayant une grande influence dans des secteurs militants, socialistes, communistes, syndicalistes, n'est pas le produit d'une réorganisation ou recomposition du mouvement ouvrier.

* Sa force, c'est l'expression de la radicalité d'un secteur important de la société, et en particulier de la jeunesse.

* Ses faiblesses, ses fragilités résultent aussi de sa jeunesse, de sa relative inexpérience, ses difficultés d'organisation..

1) Saisir Podemos dans son rapport à la situation espagnole

On ne peut saisir Podemos sans comprendre la spécificité de la crise dans l'Etat espagnol.

a) D'abord, par la profondeur de la crise économique 25% de chômage, 40 % des jeunes - phénomène massif d'émigration, baisse de 17 % du pouvoir d'achat, appauvrissement massif salariat et petite bourgeoisie. À peine, compensée, dans certains cas, par les solidarités familiales..

b) Ensuite, par l'irruption de mouvements sociaux et socio politiques avec le 15 M 2011. Le mouvement des indignés, et qui a été ensuite relayé par, des marches pour la dignité, les « mareas », blanches dans la santé, vertes, dans l'éducation, des journées de grèves nationales, des mobilisations dans la santé, mobilisation contre les expulsions en ciblant les banques, Gamonal remise en cause à Burgos d'un projet de réaménagement d'une avenue.

c) Par l'éclatement d'une crise de la « transition Post franquiste » ouverte en 1978 : la crise fait voler en éclats la politique de pactes sociaux entre les syndicats et le patronat ; la corruption, et les affaires ont rendu l'édifice politico institutionnel, vermoulu ; les formes de l'abdication du roi a montré la panique des sommets de l'Etat. Le problème des nationalités avec la crise catalane et des autres nationalités ont aussi affaibli le régime. Ce sont les effets combinés de la crise sociale et de cette crise politique qui vont créer une crise de légitimité sociale et institutionnelle pour les classes dominantes - ce que Podemos appelle la « caste » -, qui vont donner une dynamique politique démocratique au mouvement des indignés et aux mobilisations sociales, avec l'exigence de « démocratie réelle » et de remise en cause des pouvoirs, sous des formes très diverses : critiques et remises en cause des décisions bancaires, refus des expulsions, débats populaires sur comment changer l'exercice de la décision démocratique...

d) La conjonction de la crise économique et politique provoque la crise du bipartisme qui vient d'exploser au grand jour après les élections régionales et municipales. Le PP a obtenu 27 % avec 6 millions de voix, mais a perdu 2,5 millions de voix par rapport aux élections de 2011 ; le PSOE a obtenu 25% avec 5,5 millions de voix, mais a perdu 775.000 voix. Podemos a fait une percée, pour sa première présentation à ce type d'élections en obtenant entre 15 et 20% des suffrages. Ciudadanos - qui a été constitué pour être le « podemos de droite », 6,5% avec 1,5 m. Izquierda Unida, coalition animée par le PCE, sort considérablement affaibli, n'étant plus considéré comme une des quatre forces politiques qui comptent. On est passé du bipartisme au quadripartisme.

e) Ces résultats donneraient, aujourd'hui, en projection de sièges au parlement, les résultats suivants : PP : 120 (-66) ; PSOE : 108 (-2) ; PODEMOS : 37 ; Ciudadanos : 18. La situation est donc,

totallement ouverte : est-ce que les élections de novembre seront avancées ? Y aura-t-il une dynamique cumulative qui continuera à propulser Podemos au-delà des 20 % ? Les résultats actuels, notamment à Madrid et à Barcelone, peuvent, en effet donner une nouvelle impulsion , à Podemos .

2) La dynamique positive de Podemos

Il y a une nouvelle période politique, de nouveaux rapports de forces, l'ouverture de nouveaux possibles sur la base d'une politique qui a constitué une rupture dans l'équilibre espagnol.

Podemos exprime :

- * Le rejet de l'austérité.
- * La souveraineté populaire
- * L'idée d'un processus constituant, avec une assemblée constituante
- * Un mouvement extérieur au système contre la caste

C'est une force radicale antisystème qui se situe dans une perspective de changement liant la mobilisation et la conquête du pouvoir par les urnes, par des réformes de l'Etat. Du coup, il y a forces et faiblesses dans la démarche : son programme est anti-austérité, mais il reste dans un cadre plus ou moins keynésien, en s'autolimitant sur une redistribution radicale des richesses et les nécessaires incursions dans la propriété des secteurs clés de l'économie. Il pose le problème d'une transformation sociale, mais à partir de l'Etat. Ce réformisme radical est aussi inspiré par les expériences latino- américaines, vénézuéliennes, équatoriennes, boliviennes, justement, là où l'Etat a constitué un point d'appui dans la résistance, même partielle, à l'impérialisme américain. Le problème, dans cette conception, c'est que nous sommes dans un Etat du centre impérialiste et pas dans un pays latino-américain dominé par l'impérialisme nord-américain. L'Etat est l'instrument direct des classes dominantes, liées au capital international et en particulier aux institutions de l'Union européenne. Ces conceptions de la transformation sociale, à partir de l'Etat, les références populistes ou eurocommunistes, peuvent être celle du réformisme. Mais Podemos ne peut être rangé dans le réformisme des partis traditionnels de la gauche. Nous n'avons pas affaire à des appareils traditionnels bureaucratiques. Ce réformisme n'est pas cristallisé, avec une base matérielle, comparée à celle des appareils sociaux-démocrates ou des directions syndicales. Cela ouvre des espaces et de nouveaux possibles. Les lignes peuvent bouger.

3. La nécessité d'une nouvelle réflexion stratégique

A cette étape, le problème plus substantiel, c'est de repenser le schéma tactique et stratégique qui dominait dans l'équipe dirigeante de Podemos.

Le schéma de base de Pablo Iglesias était le suivant : il s'agissait d'organiser quasiment un « raid » ou un « *blitz krieg* », une « guerre éclair » pour conquérir la majorité parlementaire aux élections de novembre 2015. La rapidité du phénomène les a conduit à centrer leur politique sur l'idée de « gagner », de gagner vite, sur la base d'un effondrement des partis traditionnels, et donc de construire une « machinerie électorale » hypercentralisée - d'où les choix faits par le groupe dirigeant aux assises de Podemos. C'est ce schéma, en tout cas, qui a servi d'argumentation pour limiter l'expression du pluralisme et imposer les listes uniques pour la représentation de la direction aux assises de podemos- sur la base d'un programme national populaire au plus petit dénominateur

commun.

La réalité ne vérifie pas ou nuance sérieusement la validité de ce schéma. La crise en Espagne est certes impressionnante, notamment le chômage des jeunes, mais, l'Espagne n'est pas la Grèce. Son niveau de développement économique, sa base productive, son système bancaire sont à un autre niveau. Le pays a été attaqué par les politiques d'austérité, mais pas saigné comme la Grèce.

L'Etat n'a pas été disloqué comme en Grèce. Du coup, le PSOE ne connaît pas, à cette étape de processus de « pasokisation ». Il garde 25 %. La bourgeoisie garde des capacités de manœuvre : Le Parti populaire reste le premier parti. Le PSOE ne s'effondre pas. Ciudadanos, même s'il n'a pas eu le résultat escompté, peut toujours peser dans la voie d'une sauvegarde du régime en s'alliant aux autres partis ; dans ces conditions, un gouvernement de Podemos aux prochaines élections générales est peu probable. Dès lors toutes les combinaisons sont possibles : de « l'ingouvernabilité » à des systèmes d'alliances qui assurent la continuité du régime.

Du coup, le projet du dernier congrès de Podemos doit être revu : un raid avec une machinerie électorale qui gagne sur la base d'un programme minimum ne peut fonctionner dans les rapports de forces actuels. Le débat doit s'enrichir d'une nouvelle réflexion tactique et stratégique, qui doit combiner « guerre de positions » et accélérations politiques.

4. Programme minimum ou dynamique de rupture

La direction de Podemos et en particulier Pablo Iglesias s'est montrée d'une grande capacité dans le choix de concentrer la bataille politique, dans ses capacités de communication politique, en particulier la visée de « la construction d'un mouvement national populaire contre la caste ». Une de leurs références est Ernest Laclau philosophe argentin qui a théorisé sur la notion de « populisme » à partir de l'expérience de Juan Peron en Argentine. Le populisme de Laclau, c'est l'objectif de rassembler la communauté nationale autour du leader sur la base d'un plus petit dénominateur commun. Cette approche a été actualisée, selon lui, par le chavisme. Ces références servaient de fondement à une stratégie de rassemblement autour de « signifiants flottants », de références générales qui peuvent rassembler et constituer le peuple. Ce sont les notions de souveraineté nationale, de justice, de droits sociaux, d'intérêt général.

Iglesias, qui connaît l'histoire de la révolution russe, tente d'interpréter cette stratégie de manière plus radicale, été jusqu'à faire le parallèle avec Les mots d'ordres des bolcheviques sur le « pain, la paix, la liberté, la terre ». Il y a deux questions dans cette démarche qu'il faut démêler. La première préoccupation, correcte, c'est d'essayer de concentrer le programme politique d'un parti dans quelques revendications ou mots d'ordre. Je vais subir la critique de certains, mais je crois que la direction de Podemos a raison de vouloir rompre avec des programmes trop étoffés, trop détaillés.. Mais la deuxième chose, discutable dans certaines dimensions de cette politique de Podemos, c'est, au nom de la simplification, de modérer certaines revendications, parce qu'elles diviseraient « la communauté » ou seraient porteuses de confrontations de classes, au sens large. Cette conception réductrice peut conduire à l'évitement de problèmes clés, par exemple, sur les questions suivantes : l'annulation de la dette ? Quelle organisation du système bancaire ? La question des nationalisations et de la propriété ? Cette conception réductrice peut aussi conduire à éviter ou sous-estimer des questions comme celle des nationalités, du droit à l'avortement. S'il faut concentrer sur une ou deux revendications centrales, celles-ci doivent faire le lien entre ce que ressentent des millions de citoyens et travailleurs et une autre logique qui commence à rompre avec l'austérité capitaliste, avec le pouvoir des classes dominantes.

Surtout maintenant avec l'apparition de Ciudadanos le « Podemos de droite ». Il faut des

délimitations plus nettes. Et là il y a eu un débat dans la direction de Podemos autour de la notion « occupation du centre ou du centre de gravité de la vie politique ». Avec deux approches soit rester dans le « flou ou signifant flou » pour gagner des voix au centre , en fait en modérant le programme , ou alors , on met l'accent sur la nécessité de réponse à la crise du système capitaliste et pas seulement à la corruption financière et on rassemble son camp social, les salariés, les chômeurs, les classes populaires et même « le peuple de gauche », surtout face à la politique de centre droit de Ciudadanos. Il fallait délimiter en tout cas sur le plan de la lutte contre l'austérité. Ce qu'a fait Iglesias, à la fin de la campagne où il a mis plus l'accent sur le Podemos d'origine. Il a parlé de populisme de gauche et non plus seulement de populisme comme le fait un autre dirigeant de Podemos : Inego Errejón.

5. Sur la notion de peuple

Enfin sur la notion de peuple, il y aussi matière à discussion. Si c'est une formule générale qui recouvre les classes populaires, et « le peuple contre la caste » ou ceux d'en bas contre ceux d'en haut... et essaye de contourner les références à la gauche qui sont discrédités par les directions de la gauche traditionnelle, pourquoi pas ?

Mais si la notion de peuple vise à ne plus penser la confrontation et l'affrontement en termes de luttes de classes, au sens large, à ne plus penser les luttes autour de sujets spécifiques, mais articulés autour de la lutte contre le système capitaliste. C'est tout à fait discutable. Autre écueil à éviter, c'est la notion de peuple qui se substitue aux partis, organisations et associations. Mais on a vu que la réalité des élections municipales a imposé une politique de rassemblement à Podemos. Imposé, car la direction de Podemos ne voulait pas, au début, participer aux municipales. Elle a toléré des coalitions unitaires, mais, ruse de l'histoire, ces listes ont eu des bons résultats. Elles ont même élargi l'influence de Podemos. Et, il y a même eu une construction par en bas de ce que nos camarades appellent une « unité populaire » autour d'assemblées représentatives qui ont construit les listes et organisé la campagne. On voit déjà qu'à Madrid, mais aussi à Barcelone, à Cadix, Saragosse, d'autres villes. La dynamique a été très positive.

6. Et la question nationale

La question nationale, à savoir les questions catalanes, basques, galliciennes, sont des questions centrales dans un Etat qui n' a pas connu de révolution bourgeoise et qui n' a donc pas assuré les conditions pour la formation d'un Etat unifié. Ce n'est pas l'avis de la direction de Podemos. Quand Iglesias parle de souveraineté nationale ou de processus constituant, il pense à L'Espagne et non aux nations d'Espagne. Il aborde le processus constituant comme une rupture avec la constitution de 1978, mais qui n'intègre pas des processus constituants à l'échelle des nationalités catalanes et basques. Il ne défend pas, explicitement, le droit d'autodétermination pour ces nationalités. Il indique que c'est aux Catalans de choisir leur destin, mais il ne précise pas sous quelles formes. Il nous dit, même, que sa préférence, c'est qu'ils restent dans l'Etat espagnol. En fait la question nationale, en Catalogne comme au Pays basque, est une question en tension dans le camp populaire ; d'une part, une partie des classes populaires est « indépendantiste », d'autre part, en particulier les travailleurs immigrants procédant d'autres régions d'Espagne, en particulier d'Andalousie, ne partagent pas ce sentiment. Il faut donc chercher les voies du rassemblement en tenant compte de ses différenciations.

Une politique constituant un bloc social et politique unifiant toutes les classes populaires, dans toutes leurs sensibilités, doit partir du droit à l'autodétermination. Elle doit permettre de poser la

question de l'indépendance, sans en faire un préalable au rassemblement. C'est ce qu'ont fait, les principaux leaders de *Barcelona en comu*, en particulier Alda Colau. En Catalogne, ce serait tout à fait regrettable que les progressistes n'arrivent pas à une alliance intégrant les forces de *Barcelona en comu* et les CUP - anticapitalistes nationalistes -, et que ces derniers, au nom de l'indépendance, refusent de construire un bloc anti-austérité. Il faut donc débattre des conditions d'une telle alliance.

7. Quelle politique d'alliances ?

Autre question compliquée, les alliances. La perspective d'un gouvernement de Podemos n'est pas pour l'immédiat : il faut donc définir une politique unitaire qui tient compte des aspirations populaires.

A cette étape, la direction de Podemos a donné deux grandes indications : d'abord, tout faire pour chasser le Parti populaire - formation recouvrant des secteurs de la droite et de l'extrême droite - du pouvoir. Pour donner une idée de la violence de l'affrontement avec le Parti populaire : la maire de Madrid appelle, par exemple, les madrilènes à se mobiliser contre le « communisme », « contre les soviets ». La polarisation sociale et politique est, donc, très vive. La deuxième indication de refuser tout gouvernement régional ou municipal avec le PSOE, deuxième parti de l'austérité et de la « caste ». Cette politique est fondamentale, car si Podemos s'intégrait de manière subordonnée dans des coalitions dominées par le PSOE, cela signifierait la fin de la singularité de Podemos : son rejet de la caste et son extériorité au système, ce qui a fait sa force.

Une fois soulignés ces deux grands principes, de nombreux cas se poseront pour les investitures pour les postes de maires ou de président des exécutifs régionaux. Des accords pour empêcher le Parti populaire de prendre une mairie ou de permettre l'élection d'un maire de Podemos seront sûrement discutés au cas par cas. En Andalousie, Podemos et Teresa Rodriguez ont demandé des mesures minimum pour voter pour l'investiture du gouvernement andalou : zéro corruption, des transferts budgétaires vers la santé et l'école et la rupture de région andalouse avec les banques qui ont expulsé des habitants de leurs demeures. Le PSOE a refusé, et du coup il y a blocage. Il faut en même temps prendre ses responsabilités, appliquer le mandat donné par les électeurs, mais ne pas s'allier à la caste ou des secteurs de la caste, en l'occurrence former des exécutifs avec le PSOE.

8. Quelle structuration pour une nouvelle formation politique ?

Enfin se pose les problèmes de réorganisation de Podemos... La complexité de la situation actuelle pose le problème d'une structuration d'une nouvelle formation politique, un type de parti en quelque sorte, par l'organisation - l'organisation et la coordination des cercles - l'organisation de l'action politique et pas seulement de la communication, l'organisation du débat et d'un pluralisme politique au sein de Podemos. Il y a d'ailleurs là un paradoxe : d'un côté l'allure libertaire du 15 M et de la dynamique sociopolitique espagnole et de l'autre la tentation de l'hypercentralisation autour du leader et de la machine électorale, mais là encore la réalité est plus compliquée, car les adhérents de Podemos aspirent à leur représentation. Exemple : Tereza Rodriguez en Andalousie, la coalition de Madrid, les représentants à Saragosse, à Barcelone.

Mais surtout, les élections municipales créent une nouvelle situation pour Podemos. En animant ou participant à des coalitions unitaires, à l'organisation d'assemblées représentatives pour élire des candidats sur les listes municipales et discuter des plateformes locales, ces élections peuvent constituer une nouvelle phase dans la construction d'un mouvement pour une unité populaire. Il s'agit après ces élections de montrer les capacités de gestion des nouveaux élus de podemos, mais

surtout de constituer de ces positions électorales de point d'appui pour se lier aux luttes et aux mouvements sociaux. D'autant, comme l'ont rappelé nos camarades d'anticapitalistas, que les institutions ne sont pas neutres, que de nombreux pièges leur seront tendus pour les « institutionnaliser ». De ce point de vue, l'exigence affirmée pour que les salaires des élus n'excèdent pas les 1930 euros est une excellente mesure pour assurer que les élus soient des citoyens et salariés comme les autres...

Un tournant en Europe ? Nous avons signalé la situation spécifique en Grèce et dans l'Etat espagnol, mais l'ampleur de la crise en Espagne et d'une alternative populaire radicale constitue un changement dans la situation en Europe. Bien sûr les situations ne sont pas reproductibles, mais la vague Podemos suscite un grand intérêt, non seulement dans les milieux militants, mais dans la jeunesse et plus largement. Cela indique qu'un changement est possible, que les politiques d'austérité peuvent être bloquées et surtout que de nouvelles forces politiques peuvent se lever pour la justice et l'égalité.

François Sabado
